

**AFRIATECH**  
 Archivage Numérique-GED - Contrôle d'accès & Biométrie - Outsourcing  
 Web : www.afriatech.com Email : info@afriatech.com Tél. : +228 261-60-71 - Fax : +228 261-60-70  
 Objectif 2015 : **zéro papier !**

**Santé**  
**L'ONG AIMES-AFRIQUE EN GRANDE MISSION MEDICO-CHIRURGICALE HUMANITAIRE DANS LA REGION CENTRALE** P 3



# TR TOGOREVEIL

*Le pari d'une actualité qui réveille*



**Création d'un nouveau parti fédérateur de toute la mouvance présidentielle**  
**LE RPT POURRA CONNAITRE SA MUTATION EN CE MOIS DE MARS 2012** P 4

**Suite à la publication du rapport authentique sur les allégations de tortures à l'ANR**  
**LE GOUVERNEMENT DEJA A PIED D'ŒUVRE POUR LA MISE EN ŒUVRE DES RECOMMANDATIONS DE LA CNDH** P 2

- **LES ODDH CONTIUNENT A FAIRE DES COQ-A-L'ANE** P 3
- **La mode et l'identification par la culture vestimentaire OU PEUT-ON SITUER L'ATTITUDE DE LA NOUVELLE GENERATION ?** P 6
- **Le Civisme Aujourd'hui/Nuisances sonores UNE HARMONISATION DES PROGRAMMES DE CULTES S'IMPOSE AU NIVEAU DES ÉGLISES** P 4

TR 055 du 02 mars 2012  
 Prix: 250 FCFA / Etranger 1€

**Foire Artisanale du Togo**  
**KARA 05 au 15 juillet 2012**  
**LANCEMENT OFFICIEL**  
 THEME : L'artisanat togolais dans le commerce international

Un concept PARTENAIRE OFFICIEL

FA.TOGO 2008 ATAKPAME  
 FA.TOGO 2009 LOMÉ  
 FA.TOGO 2010 KPALIMÉ  
 FA.TOGO 2011 SOKODÉ

## Lettre ouverte au Ministre de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et des Collectivités locales NICOLAS LAWSON ET LE PRR DEJA FIN PRETS POUR SIEGER A LA CENI



Les différentes écuries politiques sont à ne point en douter, très préoccupées par l'amélioration du cadre électoral en vue de réunir les meilleures conditions pouvant permettre la parfaite organisation des prochaines législatives au Togo. Après des partis comme l'ANC, OBUTS, CDPA qui ont montré de la disponibilité et de la promptitude à faire des propositions dans le sens de l'amélioration du cadre des élections notamment sur le découpage électoral et plus récemment sur le mode de scrutin, c'est au tour du Parti du Renouveau et de la Rédemption (PRR) et de son Président Nicolas LAWSON de saisir le ministère en charge de l'administration électorale par une lettre ouverte datée du lundi 27 février dans laquelle, le leader de ce parti rappelle la nécessité de procéder sans délais au renouvellement des membres de la Commission Electorale Nationale Indépendance (CENI).

Selon le Président Nicolas LAWSON, ce renouvellement de la CENI « devra permettre d'entamer l'organisation des prochaines échéances électorales dans les conditions d'équité, de transparence et de liberté en vue de la préservation de la stabilité politique, de la paix sociale. »

A l'appui de sa requête, le PRR déclare attendre l'appel à candidature du gouvernement pour transmettre les nom et prénom de son représentant pour son élection à la CENI.

Le moins qu'on puisse dire c'est que le parti de NICOLAS LAWSON veut prendre une longueur d'avance sur le processus et sur les autres partis candidats aux prochaines élections. Cette lettre ouverte est également le signe non négligeable de la volonté de se parti de jouer les premiers rôles. Plusieurs autres formations politiques, à l'instar du PRR, n'entendent pas jouer les figurants aux prochaines échéances électorales et pour y parvenir, elles se montrent précoces et insistantes en propositions, les unes plus originales que les autres. La grande interrogation demeure sur la possibilité d'un consensus dans cette atmosphère prolifique de visions et propositions. Le temps qui nous sépare de la tenue des prochaines législatives promet des étincelles dans l'air.

Germain POULI

Retrouvez votre journal et plus d'info sur le site : [www.togoreveil.info](http://www.togoreveil.info)

Récupéré N° 0353/24/09/08/HAAC du 24 septembre 2008

DIRECTEUR DE PUBLICATION

Germain POULI

COMITÉ DE RÉDACTION

Didier ASSOGBA

Patrick NIMA

Pégy

Paul KATASSOLI

SERVICE COMMERCIAL ET PUBLICITÉ

Aïssata TOURE

SECRETARIAT

Carole AGHEY

Rose NYUIADZI

INFOGRAPHIE

AHIALE Raphaël

CARICATURE

DODZI

DISTRIBUTION ET ABONNEMENT

Tel: 22 36 18 56

ADRESSE

585, Avenue du Grand Séminaire

Hédzranawoé face Ets VINS

D'ITALIE

Tél. : 22 61 12 19 / 22 36 18 56

90 02 76 54

E-mail : [togoreveil@togoreveil.info](mailto:togoreveil@togoreveil.info)

TIRAGE

4000 Exemplaires

IMPRIMERIE

Service Compris

## Suite à la publication du rapport authentique sur les allégations de tortures à l'ANR LE GOUVERNEMENT DEJA A PIED D'ŒUVRE POUR LA MISE EN ŒUVRE DES RECOMMANDATIONS DE LA CNDH

Depuis l'avant dernier conseil des ministres qui s'est tenu le mercredi 29 février dernier, les togolais qui attendaient de voir - avec le retour du Chef de l'Etat - ce que sera la nouvelle donne après la remise officielle du rapport authentique au Premier Ministre par les autres membres de la CNDH, sont partiellement satisfaits.

Sur le plus important à savoir la suite que le gouvernement compte donner au rapport qu'il a confié à la CNDH en vue de faire la lumière sur les allégations de tortures dont se sont plaints certains détenus à l'ANR, dans l'affaire d'atteinte à la sûreté de l'Etat, les victimes, leurs parents et le reste des togolais peuvent déjà se réjouir que des mesures sont prises pour la réorganisation de l'ANR, l'évaluation suivie de la réparation des préjudices subis par les victimes ainsi que de l'application de sanction disciplinaire à l'endroit des agents de la Direction de l'Agence Nationale de Renseignement reconnus dans le rapport comme ayant infligé des traitements inhumains et dégradants aux détenus.

Quant aux attributions de l'ANR, le gouvernement a exclu d'emblée toute possibilité de détention provisoire ou de garde à vue de personnes appréhendées dans les locaux de l'ANR, une attribution qui sera du ressort exclusif de la police judiciaire qui sera efficacement formé et dotée de moyens pour mener à bien leur mission d'officier de police judiciaire en matière des droits de l'homme.

Sur les prérogatives et les attributions de la CNDH, on assiste à un renforcement de l'institution et à la révision de ses prérogatives « afin de



lui permettre de s'autosaisir, de faire des investigations et de prévenir s'il y a lieu toutes les actions des agents de l'exécutif qui serait de nature à être considérées comme un traitement inhumain et dégradant, un traitement de torture.» Un renforcement sur le plan budgétaire, sur le plan des infrastructures, des compétences de la CNDH est également prévu.

Le Conseil des Ministres du mercredi dernier s'est également penché sur l'insertion dans la législation nationale, notamment dans le code togolais de la définition du traitement inhumain et dégradant et de torture.

D'autres mesures comme l'intégration dans le code togolais des différentes conventions signées et ratifiées par le Togo en matière de traitement inhumain et dégradant, le suivi par un médecin de toutes les personnes gardées à vue ou en détention à toutes les phases de la procédure, ont également été prise dans le cadre de la mise en œuvre des recommandations de la CNDH.

Un projet de réforme de la législation sur l'administration pénitentiaire, le régime d'exécution des peines et la

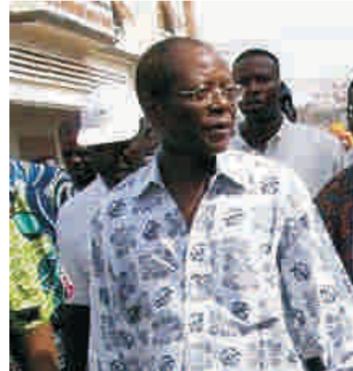
réadmission après l'exécution des peines a été demandé au garde des sceaux et deux commissions interministérielles ont été mise en place pour se pencher sur la réparation des préjudices et le suivi de l'exécution par le gouvernement des recommandations de la CNDH. Et l'une des plus importantes mesures concerne également le retour du Président en exil de la CNDH. A ce propos le gouvernement offrir la garantie de la sécurité du concerné ainsi que celle de sa famille.

Le schéma est tout tracé et prouve à suffisance que le gouvernement a pris la mesure de la situation et entend prendre ses responsabilités pour éradiquer toute forme de traitement inhumain et dégradant sur son territoire. Face à toutes ces mesures, les plus incrédules attendent de voir les premières têtes de l'ANR tombées sous les sanctions disciplinaires avant d'y croire. En attendant les ODDH marcheuses demandent la démission du gouvernement Et le mystère sur le toilettage du rapport authentique reste intact.

Germain POULI

## Propositions de retour au scrutin uninominal à deux tours aux prochaines législatives LA CDPA OPTE POUR UN PARLEMENT POLITIQUEMENT PLUS COLORE QUE L'ACTUEL

Depuis hier, la Convention Des Peuples Africains (CDPA) a rendu public un document qui présente une série de propositions faites par le parti du Professeur GNININVI en vue de l'amélioration du cadre électoral. Dans ce document qui aborde amplement le découpage électoral et qui appelle à la fin à la création d'une dynamique fédératrice des forces de l'opposition en vue de l'alternance en 2015, il y a une proposition originale qui se rapporte au mode de scrutin utilisé lors des législatives d'octobre 2007 et qui avait provoqué l'impossibilité pour certaines petites et moyennes formations politiques d'avoir des représentants à l'assemblée nationale. On s'en souvient qu'à l'issue des législatives de 2007 et avec l'usage du scrutin proportionnel de liste, seuls trois partis politiques (RPT, UFC et CAR) avaient reçu l'onction pour avoir des députés à l'hémicycle. Le mode de calcul selon le mode du scrutin de liste à la proportionnelle n'avait pas permis aux indépendants, aux petits et moyens partis politiques de bénéficier des suffrages parfois massifs qui leur avaient été accordés par leurs



électeurs.

Pour corriger cette situation, la CDPA s'appuie sur l'état d'avancement du processus démocratique au Togo pour déclarer que ce mode de scrutin n'est pas opérationnel. A la place de ce scrutin qui selon la CDPA a montré ses limites, le parti propose le retour au scrutin uninominal à deux tours. Ce mode de scrutin auquel le Togo est coutumier permettait une représentation variée avec la présence de plusieurs courants politiques à l'assemblée nationale contrairement au scrutin de liste à la proportionnelle dont l'une des vertus connues est

l'assainissement du paysage politique caractérisé par l'élimination progressive des partis politiques à faible représentativité sur le plan national. La CDPA, le PDR, la CPP, l'Alliance et plusieurs autres partis politiques se sont ainsi retrouvés sans députés à l'assemblée nationale. Une situation contre laquelle la CDPA se bat à travers notamment cette proposition sur le changement du mode de scrutin. Entre autres propositions sur l'amélioration du cadre électoral, la CDPA souhaite qu'on limite le nombre de députés à 94 répartis selon un mode de répartition basé sur 2 élus par préfecture, 2 députés par CELI pour Lomé commune et un élu supplémentaire pour les préfectures dont la population excède 150.000 habitants.

Le moins qu'on puisse dire, c'est qu'avec cette multitude de propositions qui débarquent de toute part, le consensus sur l'amélioration du cadre électoral, sera une tâche ardue, car trop d'intérêts partisans sont en jeu.

Patrick NIMA

## Santé L'ONG AIMES-AFRIQUE EN GRANDE MISSION MEDICO-CHIRURGICALE HUMANITAIRE DANS LA REGION CENTRALE



L'Ong Aimes-Afrique a entamé depuis ce lundi 27 février, la grande mission médico-chirurgicale humanitaire foraine gratuite de grande envergure dans la région Centrale du Togo. Cette mission qui se déroule du 27 février au 10 mars 2012 a connu la présence des médecins panafricains et français venus s'inspirer de la riche expérience de l'Ong Internationale qui a initié le concept "Amener l'hôpital vers les populations". Une initiative de Dr. Michel Serge Kodom, Président-Fondateur de l'Ong Internationale.

La première mission médico-chirurgicale humanitaire de Aimes-Afrique pour l'année 2012, a un cachet spécial avec la présence et la participation des médecins français et de certains pays africain de la sous région ouest africaine.

Arrivés à Lomé le samedi soir, ils ont embarqué ce dimanche de Lomé pour la région centrale, avec une première escale à Blitta. Dans cette localité située à environ 300 Km de la capitale togolaise, les médecins aux pieds nus de l'Ong Aimes-Afrique ont eu à consulter après 3 jours d'opération, au total 2120 patients qui ont été consultés dans diverses spécialités, notamment : l'ophtalmologie, stomatologie, pédiatrie, chirurgie générale, médecine générale.

Les médecins de la Côte d'Ivoire, du Bénin, du Burkina Faso, du Mali, du Niger et du Sénégal séjournent au Togo pour prendre part à cette grande mission à partir de laquelle des expériences tirées vont permettre aux médecins hôtes de s'approprier les stratégies et techniques de campagnes foraines et d'opérations chirurgicales d'envergure réalisées en un temps record.

Véritables cas d'école en matière de mission médico-chirurgicale

humanitaire, les actions de Aimes-Afrique, font l'objet d'intérêt auprès d'autres pays dont les médecins ont fait le déplacement vers le Togo pour assister et prendre activement part à ces actions sur le terrain.

Selon le Président-Fondateur de l'Ong Aimes-Afrique, si tous les moyens le permettaient, au moins 500 patients seront opérés en chirurgie générale, ORL et ophtalmologie (notamment les goitres, les hernies, les hydrocèles, les fibromes, les cataractes, les fistules, et les lipomes) jusqu'au 10 mars.

Plus de 5.000 patients seront également consultés, diagnostiqués et pris en charge médicalement. En plus, quelque 10 000 adolescents seront sensibilisés sur les IST/VIH-SIDA et les grossesses non désirées dans les différents collèges et lycées de la région centrale. Des pathologies médicales seront aussi dépistées et les malades recevront gratuitement les soins dont ils auront besoin.

Créée en 2005, l'Ong "Aimes-Afrique" est composée de 220 médecins bénévoles, des spécialistes et des chirurgiens qui apportent des services hospitaliers gratuits et l'éducation de la santé aux villages les plus reculés à travers l'Afrique.

Première Ong Africaine spécialisée dans les actions médico-chirurgicales humanitaires, Aimes-Afrique se concentre sur la médecine humanitaire, Aimes-Afrique possède des représentations honoraires en France et aux Etats-Unis, ainsi que des représentations nationales dans sept pays de la sous-région : Togo, Mali, Burkina Faso, Bénin, Côte d'Ivoire, Niger et Sénégal.

V.T

## De la réouverture de radio X-Solaire à la libération des détenus dans l'affaire de tentative contre la sureté de l'Etat LES ODDH CONTINUENT A FAIRE DES COQ-A-L'ANE.

Depuis quelques jours, c'est le silence radio au niveau des Organisations de Défense des Droits de l'Homme (ODDH) en ce qui concerne la réouverture de la radio privée X-Solaire.

On se rappelle qu'il y a un peu plus d'un an, la radio privée X-Solaire et trois autres radios privées de la place ont été fermées par l'Agence de Réglementation des secteurs des Postes et Télécommunications (ARTP). Cette fermeture, consécutive à un contrôle de routine opéré par les agents de l'ARTP avait conclu, en ce qui concerne la radio X Solaire, que l'association au nom de laquelle elle émettait n'avait pas de récépissé. Par la suite deux radios sur les trois ont retrouvé leur droit d'émission. Toutes les démarches entreprises par les responsables de l'association et de la radio pour l'obtention du précieux document furent vaines.

C'est ainsi que les ODDH et des journalistes réunis au sein de l'association SOS Journalistes en Danger enclenchèrent une série de manifestations qui se voulaient des moyens de contrainte sur les autorités pour qu'elles livrent le récépissé et autorisent l'ouverture de la radio.

Elles mirent alors en branle tapage médiatique, marches de protestation sur la Présidence de la République, sur l'ARTP, sur la HAAC, sur le Ministère de la Communication etc... Entre temps, les ODDH se saisissent de l'affaire des commerçants spoliés.

On en était là, lorsque patatras, surgit l'affaire de la publication des « faux et vrai » fameux rapports de la Commission Nationale des Droits de l'Homme (CNDH). Les leaders des ODDH trouvent du grain à moudre et abandonnent illico presto et en si bon chemin la radio de nos confrères à son triste sort. Tous leurs regards sont détournés de la radio et sont désormais tournés vers la démission du gouvernement et surtout vers la libération des détenus dans l'affaire d'atteinte à la sureté de l'Etat.



Les ODDH parlent de pain béni à se mettre sous la dent car la marche de ce vendredi aura bel et bien lieu. Même si aux dernières nouvelles, le gouvernement a coupé une bonne partie de l'herbe sous les pieds avec la prise de décisions relatives notamment la réorganisation de l'ANR, le renforcement de la CNDH et les sanctions disciplinaires contre les tortionnaires cités dans le rapport authentique de la CNDH, pour l'heure, on estime qu'il y a toujours motif de maintenir la marche et faire démissionner les membres du gouvernement. Le dossier X Solaire est en attente, voire tout simplement renvoyé aux calendres grecques. Comme quoi, ceux qui disent que les ODDH ont pris la relève de l'ANC dans les rues, ne se gourent pas. En son temps toute actualité servait de motif de contestation à travers les marches hebdomadaires. Les ODDH s'y rapprochent dangereusement. Et vivement que le combat pour la réouverture de X Solaire ne soit pas enterré au profit d'autres intérêts que les animateurs des ODDH-marcheuses nous ont clairement montré à l'occasion du procès d'atteinte à la sureté de l'Etat. Nous ne demandons qu'à nous tromper.

La Rédaction

## Compétences ministérielles au TOGO UN PROJET DE LOI POUR REGLER LA QUESTION



Lors du conseil des ministres du mercredi 29 février dernier, le gouvernement a examiné un projet de décret présenté par le Secrétaire Général de la présidence. Ce décret, relatif aux attributions des ministres et des ministres d'Etat, permettra de mieux cerner les prérogatives reconnues à chaque ministre, afin de rendre plus efficace le travail gouvernemental, qui se fonde sur les principes et valeurs de cohésion et de collégialité, mais aussi de respect des compétences de chacun des ministres. Voilà qui vient mettre fin à la polémique sur les ministres trop visibles et peu visibles. Le travail d'un gouvernement, c'est un travail d'ensemble pour ne pas dire collégial. En effet, depuis quelque temps, on écoute sur les chaînes de radio et de télé et on lit dans les journaux de la place des propos que certains jugent outrageant sur la personnalité de certains ministres du cabinet

HOUNGBO 2. On pense à tort ou à raison que certains ministres, bien que outillés pour défendre certains dossiers même en dehors de leurs compétences gouvernementales outrepassent ces compétences et volent la vedette à d'autres ministres. Ces ministres vedettes sont aujourd'hui peints comme des sapeurs pompiers pour éteindre le feu dans la maison gouvernementale, reléguant au rang de ministres incompétents, toujours selon une certaine presse des ministres comme François Galley, Legzim Balouki et autres. Ils basent leur grille de notation sur le fait que ces ministres ont été trop discrets sur des dossiers qui impliquaient directement leurs ministères. Au fait qu'elles sont en réalité les tâches qui incombent à chaque ministre dans un gouvernement ? Un ministre est il noté pour ses apparitions ?

Les lois régissant le fonctionnement

de notre gouvernement ne le précisent pas. Dans la constitution de 92 que certains appellent l'originale, les articles 77 et 78 déclarent respectivement que « sous la direction du président de la République le gouvernement détermine et conduit la politique de la nation » ; et « le premier ministre est le chef du gouvernement. Il dirige l'action gouvernementale et coordonne les fonctions des autres membres ». Cette légalisation trop vague sur les fonctions ministérielles reste l'œuvre d'un Haut Commissariat de la République, lui-même issu d'une conférence nationale qualifiée de souveraine. Cependant, cette institution a oublié d'apporter ces précisions. Aujourd'hui, avec ce maigre arsenal législatif concernant l'action gouvernemental, il faut comprendre que le gouvernement agit sur impulsion du premier ministre et qu'à ce titre le Premier Ministre est libre d'envoyer qui il veut pour régler n'importe quel problème. Ce que nous devons chercher à vérifier, c'est si le « sapeur pompier » a des compétences sur le dossier de l'heure. Toutefois, le gouvernement prenant la mesure de la chose et voulant combler ce vide a pris l'initiative de ce projet de décret lors du dernier conseil des ministres. Alors nous dirons seulement trêve de polémique.

Pablo ZOUBE

## Création d'un nouveau parti fédérateur de toute la mouvance présidentielle LE RPT POURRA CONNAITRE SA MUTATION EN CE MOIS DE MARS 2012



Il était programmé le samedi 28 janvier 2012, ce congrès qui devait permettre aux cadres et militants du Rassemblement du Peuple Togolais de repenser l'avenir de leur parti politique quarantenaire, qui malgré ses succès et toutes les péripéties qui ont marqué son parcours, se retrouve à la croisée des chemins. Confronté au défi de sa survie et de son efficacité dans un environnement sociopolitique national et international qui n'est plus le même, le RPT n'a d'autre choix que d'innover et de s'adapter aux nouvelles réalités clairement apparues lors de la présidentielle de mars 2010 et qui ressuscite aujourd'hui le fameux « ENSEMBLE » slogan et message de campagne du Président Faure GNASSINGBE. La volonté et le souhait de reconstruire ensemble manifestés par le Président Faure, ont fait mouche et à l'heure où les promesses de campagne sont éloquemment traduites dans les actes, il serait tout simplement regrettable de rebrousser chemin.

Après les obsèques du Grand Chancelier, le 7e anniversaire de la disparition du Président Fondateur et le 18e sommet de l'Union Africaine, les cadres et les militants du RPT, seraient à nouveau dans la même perspective d'ouverture pour une meilleure fédération des forces et énergies. « Après l'ultime congrès de la profonde refondation du parti, un appel sera lancé aux sympathisants du Président pour la création d'une mouvance unique, homogène et forte. » chuchote-t-on dans certains milieux où on s'empresse d'ajouter que ce ne serait qu'une question de jours. Si les choses se précisent, le RPT connaîtra des jours décisifs en ce mois de mars. Avec ou sans pincettes, nous prenons l'info et restons dans l'attente de voir comme la majorité des togolais.

La Rédaction

## Eradiquer le VIH/Sida en milieu religieux COMPASSION TOGO POUR LA PREVENTION ET LA PRISE EN CHARGE GRATUITE



La branche togolaise de l'ONG Compassion vient de lancer un vaste programme de sensibilisation, de dépistage et de prise en charge gratuite dans la lutte contre le VIH/Sida dans les églises. Placée sous le thème « Papas, Mamans, enfants avec le dépistage, sauvons nos vies », la campagne vise à éradiquer le VIH/Sida en milieu religieux. C'est l'église Grande Commission basée à Aflao Sagbado qui a pris le devant des choses avec une formation de deux jours organisée en partenariat avec 14 autres églises de la

place. La formation a pour but d'accompagner les églises Evangéliques Presbytériennes de Lomé-ouest (de Zanguéra à Assivito) dans le combat de prévention du Vih/Sida et la prise en charge des fidèles qui seraient déjà infectés.

Cette campagne est initiée à la suite d'un constat fait par les responsables de Compassion. Constat selon lequel, le Sida ne touche pas seulement les personnes en dehors de l'Eglise. Même les enfants, leurs parents et l'Eglise dans son ensemble, ne sont pas épargnés. « En collaborant avec les églises, Compassion Togo s'est dit qu'il fallait développer ce volet qui va prendre en charge toutes les personnes atteintes par la maladie. Cette phase de sensibilisation permettra donc de détecter les personnes vivant avec le VIH/Sida dans les églises », a indiqué Jerry Johnson, chargé des Interventions Complémentaires de Compassion Togo. (Suite à la page 6)

## Zone franche industrielle au Togo VERS UNE CONVENTION COLLECTIVE POUR LES ACTEURS DU SECTEUR

Encore quelques temps et les travailleurs de la Zone franche industrielle peuvent pousser un ouf de soulagement quant à leurs différentes souffrances. Les responsables de l'ONG Solidarité Action pour le Développement Durable et quelques délégués des travailleurs de la zone franche ont entamé les réflexions sur un avant projet de Convention Collective qui doit réglementer la Zone Franche qui semble être un secteur de non droit dans les secteurs d'activité au Togo. Les réflexions ont été entamées au cours d'un atelier de validation de deux jours qui s'est tenu à Lomé les 28 et 29 février dernier.

L'atelier qui s'est tenu sous le thème : « Pour un travail digne et sécurisé, un cadre juridique conforme aux normes » a été organisé par l'ONG SADD avec l'appui financier du comité Catholique contre la faim et le développement (CCFD) en collaboration avec et les syndicats de la zone franche. Il a réuni une trentaine de délégués des agents du secteur de la Zone Franche et des cadres, des inspecteurs généraux et des cadres de la Direction du Travail et des lois sociales. L'objectif de cet atelier est d'étudier et de valider le draft de proposition de Convention collective pour la Zone franche togolaise, un document élaboré par un comité restreint des syndicats de la Zone Franche qui représente les dix mille travailleurs de ce secteur. Cette rencontre vise à répondre à une inquiétude des organisations de défense des droits des travailleurs, soumettre le régime de l'emploi dans la Zone Franche aux dispositions du Code de travail en vigueur au Togo. « Suite aux différents plaidoyers menés par les organisations de défense des droits de l'homme et



des droits des travailleurs dont SADD, ces plaidoyers ont abouti en juin 2011 au vote de la nouvelle loi portant statut de la Zone franche ; cette loi dispose que le régime de l'emploi dans la zone franche devra être désormais soumis aux dispositions du Code de Travail », a déclaré Bonchemin Adri, le Chargé de programme de l'ONG SADD. Les conventions collectives faisant parti des dispositions du Code de travail, les responsables de SADD et les syndicats de la Zone Franche avec l'appui de la Direction du Travail et des lois sociales comptent en adopter une dans le secteur de la Zone Franche. « L'analyse du cadre juridique de la zone franche révèle une contradiction remarquable avec les normes nationales et internationales de travail dont notamment la Constitution et les Conventions de l'OIT. Il est temps de doter la zone franche de nouveaux textes d'application conformes aux normes nationales et internationales du travail et d'une véritable convention collective. », indique Kossi Dodzi Oboeyaba, Assistant

juridique/SADD.

Ladite Convention Collective en étude, si elle est validée va remplacer les textes de travail de juin 1996, des textes devenus caduques, contradictoires aux normes internationales de travail et aux dispositions du travail en vigueur dans le pays. Ces textes ne répondent plus aux préoccupations des travailleurs. En effet les travailleurs de la Zone Franche ne bénéficiaient pas de congés notamment celui de la maternité, des heures supplémentaires payées. Ils étaient privés de droit de grève, de règlement équitable en cas de conflit entre employés, employeurs et ils ne bénéficiaient pas de couverture sociale. Selon les responsables de SADD. Des anomalies que la Convention Collective doit corriger pour rendre le travail dans la Zone Franche décente et mettre fin aux multiples mouvements d'humeur constatés au niveau des employés depuis quelques temps.

Dias MISSOKO

## Le Civisme Aujourd'hui

### Nuisances sonores Une harmonisation des programmes de cultes s'impose au niveau des églises



Nous vous parlions dans notre parution de la semaine dernière et dans cette même rubrique des nuisances sonores notamment au niveau des débits de boissons. Nous avons proposé une nouvelle gestion des bars pour ne pas déranger le voisinage par des musiques fortes. Cette semaine, ce sont les nuisances sonores au

niveau des églises que nous abordons. En effet, le corps du Christ continue de grandir et les églises se multiplient dans chaque coin de rue de Lomé actuellement. Mais là n'est pas le problème.

Le problème réside dans l'attitude de certaines de ces églises dites éveillées qui dérangent leur entourage avec des bruits parfois insupportables. Le Togo est un Etat laïc et chacun adore le dieu qui lui plaît. Pour ce faire, certaines églises piétinent les droits de leurs voisins avec des programmes organisés dès fois tard dans la nuit. Au moment où d'autres citoyens se reposent dans leur domicile, des programmes de prières dénommés « armées de midi » ou encore « les veillées de prières », troublent leur tranquillité. Les cris amplifiés et le

haut niveau du volume fait grand bruit et dérangent les autres.

Au vu de cette situation et au nom du respect des droits des autres concitoyens, il importe aux églises incriminées de revoir leur programme pour ne pas nuire à la liberté d'autrui. Revoir les heures des veillées de prières ou revoir le volume de la sonorisation pour ne pas créer de l'insomnie chez les autres. Dans le processus de construction d'un Etat de droit au Togo, chacun est appelé à jouer son rôle pour l'avancement de la démocratie. En dehors des églises et des débits de boissons dont nous avons parlé, les meuniers, ferrailleurs et autres doivent cesser de faire certains travaux aux heures de repos.

La Rédaction



Un concept



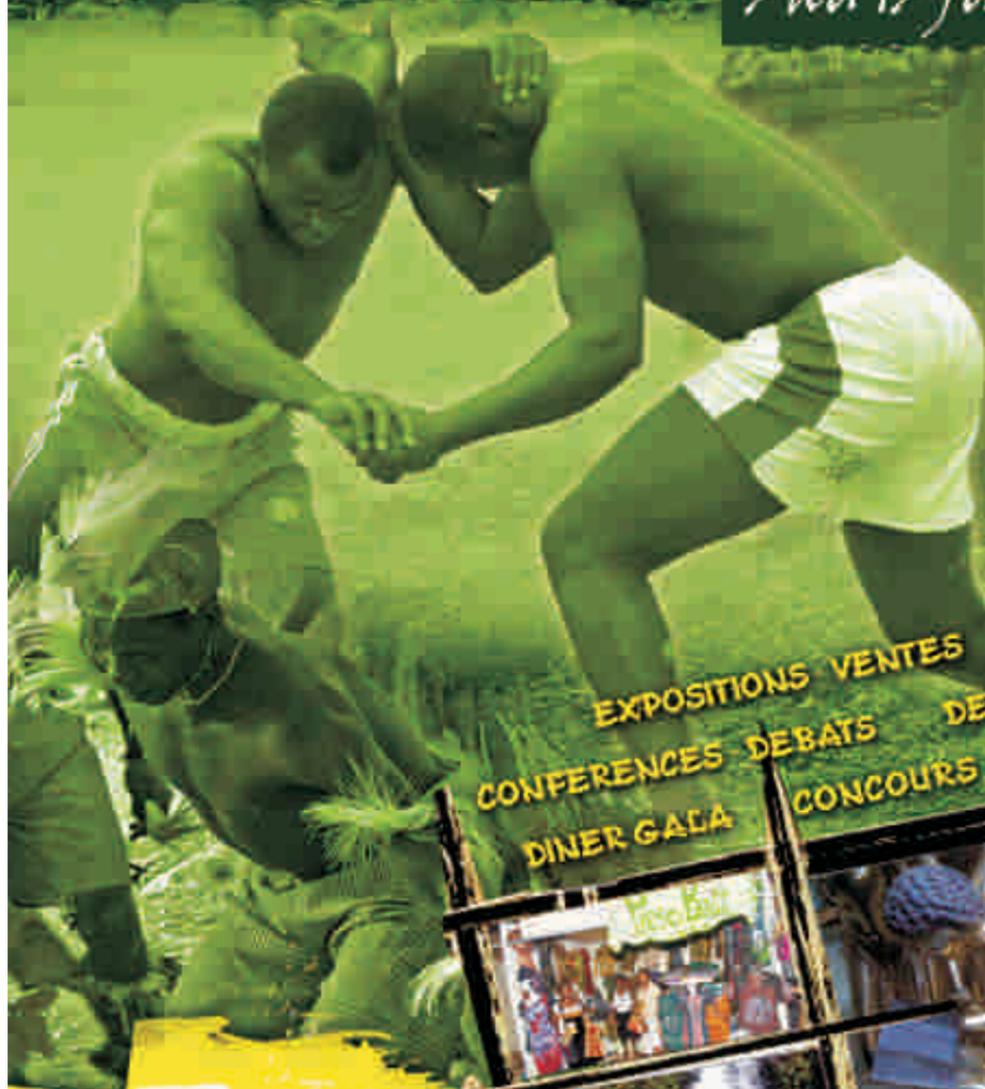
Le Label de l'Artisanat Africain

# Foire Artisanale du Togo



## KARA 2012

5 au 15 Juillet



EXPOSITIONS VENTES  
CONFERENCES DEBATS DEFILÉS DE MODE  
DINER GALA CONCOURS MISS



Renseignements :  
AFRIC@WORLD  
Site Aeroport 14 BP 03  
Tel : +228 22 26 15 64  
+228 23 20 68 33  
Fax : +228 22 26 15 63  
email : comite@fatogo.com  
Web : www.fatogo.com



**PARTENAIRE OFFICIEL**



## Partenariat entre le Cinéma Numérique Ambulant et le Cinéma Itinérant du Togo UNE VOITURE ET DU MATERIEL POUR AMENER LE CINEMA VERS LES POPULATIONS

Le Cinéma Itinérant du Togo commence à prendre des galons. Le CIT vient de sceller un partenariat important avec le CNA pour la redynamisation du cinéma togolais. La cérémonie officielle de la signature du partenariat s'est déroulée le 24 février dernier dans l'enceinte de l'ICT Automobile à Lomé. Le partenariat entre le CNA et le CIT s'est d'ailleurs concrétisé par la remise de lot de matériels qui vont faciliter les activités du CIT et son administrateur Jacques Do Kokou. Plusieurs personnalités - au rang desquelles, les représentants des ministères de la communication, des arts et de la culture, du Directeur de ICT Automobiles, de la Présidente du CNA-Afrique - ont assisté à la cérémonie de remise de matériels. Le lot de matériels remis au CIT par le CNA est composé essentiellement d'une voiture 4X4, d'un vidéo projecteur et les autres matériels entrant dans la diffusion d'un film. Une remise qui n'est que le couronnement des efforts déployés par le Cinéma Itinérant du Togo depuis son lancement le 25 juillet 2002 et sa longue expérience. « C'est cette expérience qui lui vaut aujourd'hui son intégration comme membre du réseau CNA. Cette intégration lui permet de bénéficier de l'assistance du CNA... », a déclaré Jacques Do Kokou. Il faut souligner que le partenariat signé entre le CNA et le CIT comprend également le recrutement et la formation d'une équipe de projection. Un partenariat qui va redynamiser le traditionnel cinéma ambulant avec des moyens modernes de projection pour participer à la démocratisation de l'information et du savoir, un objectif que le CIT s'est fixé depuis sa mise sur pied. « Le CIT qui reçoit aujourd'hui les clés de son Duster Renault, va



parcourir dans les prochains jours, des dizaines de villages du Togo pour le bonheur des populations rurales », ont laissé entendre les responsables du CNA. En effet, le Cinéma itinérant du Togo va reprendre dès le 06 mars prochain à Aképé dans la préfecture de l'Avé. Le cinéma Itinérant du Togo reprend cette année avec un concept assez original : 10 films 10 villages. « Ce concept consiste à retourner 10 fois dans le même village et proposer 10 films différents à la population », a expliqué Jacques Do Kokou, l'administrateur du CIT. Les dix villages choisis cette année se trouvent dans les préfectures du Golfe, des Lacs, de l'Avé et de Zio. Il s'agit des villages comme Aképé qui ouvre le bal, Noépé, Gbodjomé, Kpogan Agbétiko, Agbodan Kopé, Légbassito, Aflao Sagbado, Adétikopé, Djagblé et Davié. Jacques Do Kokou et son équipe vont retourner tous les 8 jours dans ces dix villages pour y diffuser les 10 films choisis.

Didier ASSOGBA

## La mode et l'identification par la culture vestimentaire OU PEUT-ON SITUER L'ATTITUDE DE LA NOUVELLE GENERATION ?

L'habit ne fait pas le moine, dit-on souvent mais il y a des cultures, des peuples qui se distinguent par leurs habitudes vestimentaires. On reconnaît ainsi le Bazin riche malien, le boubou sénégalais, les costumes italiens et les pagne très utilisés sur la côte ouest africaine. Toutes ces caractéristiques déterminent les peuples et entrent dans leurs habitudes. Force est cependant de constater aujourd'hui que les habitudes vestimentaires sont bafouées par une jeunesse en excès d'imagination. Les jeunes, garçon comme filles ont perdu l'habitude et la vertu première de l'habillement qui est de couvrir son corps. De plus en plus, s'habiller pour eux, c'est découvrir son corps, le mettre à nu le mieux possible. On constate alors dans nos rues des



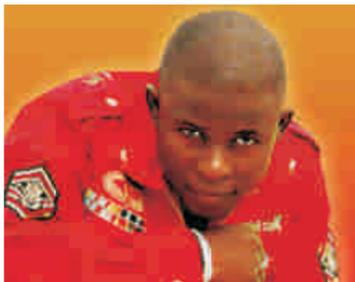
jeunes avec des pantalons et shorts qui descendent jusqu'à la naissance des fesses, laissant voir le caleçon ; et des filles avec des chemises décolletées et extravagantes, des chemises qui au moindre coup de vent s'envolent pour offrir toute leur nudité au premier passant. Parfois et ce qui est encore plus consternant, c'est de remarquer ces attitudes chez des scolaires dans leur uniforme. Ils répondent à toute

personne qui s'indigne de ce comportement que ce n'est pas d'elle qu'ils ont obtenu de l'argent pour se confectionner la tenue et la narguent par des démarches à l'image de leur tenue. Avec tous ces comportements, il est difficile de situer cette jeunesse qui semble perdre ses racines. Il est vrai que Seydou Badian disait que tout change et qu'il faut vivre avec notre temps mais il a eu l'intelligence de préciser que « si tu as chaud dans ta case, tu peux faire un trou au mur. Mais si tu as chaud dans la case du voisin, tu n'as plus qu'à aller dormir dehors. » Cette jeunesse en voulant tellement s'adapter à son temps a fini par se perdre elle-même. Il faut alors une prise de conscience générale pour qu'elle ne soit pas obligée d'aller dormir dehors.

Paul Katassoli

## Culture OMAR B EN CONCERT LE 10 MARS PROCHAIN AU PALAIS DES CONGRES

Après quelques mois de silence, le porte-étendard de la musique RNB au Togo, Omar B remonte sur scène. Il va tenir en haleine ses fans et tout le public loméen le 10 mars prochain au cours d'un méga concert au palais des congrès de Lomé à partir de 19h30. Des sources proches de l'artiste, on apprend que ce spectacle a pour objectif de révolutionner la scène Hip-hop en montrant autre chose de plus que les interprétations de chansons. Comme artistes invités, il y aura au total dix parmi les meilleurs noms en vogue de la musique togolaise dont Almok. Il faut rappeler qu'après les Togo Hip-hop Awards de décembre 2010 qui lui ont valu les trophées de meilleur album hip-hop avec « amessiamé » et celui du



meilleur tube RNB avec « ma préférée », l'homme a observé un break jusqu'en décembre 2011 ou il reçoit le prix du meilleur arrangeur des sonorités hip-hop. Tout ce temps marqué par l'absence sur scène d'Omar B s'explique par le fait qu'il travaille dans l'ombre pour accrocher

d'avantage ses fans. Le fruit de ce travail se fait déjà remarquer par deux nouveaux singles « nédjo » et « lonlonwa » qui passent en boucle sur les chaînes de la place. Ces singles haut de gamme montrent en perspective la richesse du 2e album à venir et confirment tout le bien qu'on pense de cet artiste.

Ce concert va donner l'opportunité à l'artiste de revisiter le répertoire de son premier album, faire vivre au public les nouveaux singles et si possible des exclusivités sur la prochaine galette sonore. En fin le staff de l'organisation travaille d'arrache-pied avec l'artiste pour que ce concert soit l'un des meilleurs concerts de cette année

London KAWANA (stagiaire)

## 1er tour aller des éliminatoires CAN 2013 LE MAUVAIS DEPART DES EPERVIERS

Les Eperviers du Togo ont entamé de la mauvaise façon les éliminatoires de la Coupe d'Afrique des Nations 2013. L'équipe nationale du Togo n'a pas réussi à faire le miracle le 29 février dernier face aux Harembes stars du Kenya qui se sont levés tôt dans la préparation de la double confrontation avec le Togo. C'est fort logiquement que les Kenyans se sont défaits des togolais dans la phase allée du premier tour des éliminatoires de la prochaine CAN qui sera organisée en Afrique du Sud. Au terme de la rencontre, ce sont les Harembes stars qui ont remporté la partie par 2 buts à 1.

Le Togo qui a raté deux Coupe d'Afrique des Nations - celle disputée en Angola en 2010 et la dernière jouée au Gabon et en Guinée Equatoriale - n'a pas su prendre la mesure de la complexité de ces éliminatoires en cours. En effet les responsables du sport togolais et ceux en charge du football ne se sont pas investis dans la préparation de ces éliminatoires qui se disputent actuellement sous un autre format. La Confédération Africaine de Football a décidé de faire jouer les matchs en élimination directe, aller et retour pour que les matchs de qualification puissent tenir dans le calendrier afin que la CAN se joue l'année prochaine. Le Togo qui a hérité du Kenya lors du tirage pensait que les choses se passeront comme avant en oubliant royalement que le football a évolué et que seul le travail paye.

Au lieu de faire des regroupements pour mettre sur pied une équipe nationale qui peut défendre les couleurs du Togo, et la Fédération Togolaise de Football et le ministère des sports ont opté pour la solution la plus facile. L'entraîneur Didier Six qui a été confirmé vers la fin du mois de janvier n'a non plus apporté une nouvelle stratégie. La fédération a compté sur les joueurs expatriés comme toujours et s'est fait prendre au piège. Plusieurs joueurs ont boudé la sélection pour cause de mauvaise



organisation et d'amateurisme. Le résultat est aujourd'hui connu de tous, les Eperviers se sont fait briser les ailes par les Harembes stars (2-1). Même le but égalisateur de Razak Boukari n'a pu mettre fin à la maladresse de l'équipe de Didier Six. Un résultat qui complique d'ores et déjà la situation du Togo dans ces éliminatoires qui viennent à peine de démarrer. Si une victoire des Eperviers au match retour permettra au Togo d'accéder au second tour, il est à noter qu'un match nul et vierge ou d'un but partout feront les affaires du Kenya. La défaite du Togo de ce mercredi à Nairobi constitue un mauvais départ qui complique la tâche au sélectionneur Didier Six et ses joueurs. La déconvenue de Nairobi démontre également que le Togo et ses dirigeants n'ont pas tiré des leçons des éliminatoires de la CAN 2012 où le Togo s'est fait éliminer par le Botswana notamment. Le nivellement des valeurs constaté ces dernières années dans le football continental doit être une leçon pour des équipes paresseuses comme celle du Togo. Les autorités en charge du sport et les décideurs gouvernementaux doivent prendre la mesure des choses pour donner des chances aux Eperviers de gagner le match retour, si tant est que le Togo veut se qualifier pour la prochaine CAN en Afrique du Sud. Le match retour se joue dans le mois de juin prochain à Lomé. Un match dont la préparation doit démarrer dès aujourd'hui.

Didier ASSOGBA

## Eradiquer le VIH/Sida en milieu religieux (suite) COMPASSION TOGO POUR LA PREVENTION ET LA PRISE EN CHARGE GRATUITE

Pour mener à bien cette campagne, 300 personnes dont des diacres, des pasteurs et des volontaires seront formés pour faire les sensibilisations des fidèles dans les églises ciblées. La campagne vise à faire dépister environ 750 personnes et prendre en charge 250 personnes dont les parents et les enfants. « Les personnes membres des 14 églises partenaires et dont les tests seront positifs, bénéficieront d'un accompagnement. Les autres personnes qui ne sont pas membres des 14 Eglises, seront confiées à des centres de prises en charge déjà identifiés. », a assuré M. Johnson. Le projet va couvrir une période de 12 mois et dans le cadre du « Programme d'Intervention Complémentaire »

initié par l'ONG Compassion Togo. En dehors du cadre religieux, Compassion Togo entend élargir son champ d'action à toute la population togolaise, notamment les enfants, car estime-t-elle, les enfants représentent la relève de demain. Pour rappel, Compassion est une organisation chrétienne centrée sur Christ, focalisée sur les enfants et engagée au service des Eglises Évangéliques. Elle vise le bien-être des enfants en luttant pour leur libération de pauvreté spirituelle, économique, sociale et physique et de les rendre capables de devenir des chrétiens adultes responsables et épanouis.

Dias MISSOKO

## Présidentielle en France

# SARKOZY COPIEUSEMENT HUE ET INSULTE A BAYONNE



Plusieurs dizaines d'opposants ont accueilli le président candidat au cri de «Sarko dégage», dès sa sortie de voiture. Nicolas Sarkozy, qui a dû se réfugier dans un bar, dénonce «la violence d'une minorité».

Nicolas Sarkozy a été accueilli jeudi par des huées et des sifflets dans le centre-ville de Bayonne, dans les Pyrénées-Atlantiques, au cours de sa visite dans le Pays basque.

Des dizaines de jeunes opposants l'ont hué à sa descente de voiture, aux cris de «Sarko président des riches!», «Sarkozy dégage!», couvrant largement les «Sarkozy président» de partisans du chef de l'Etat, en moins grand nombre. A une terrasse, des opposants ont déployé une banderole : «Sarkozy, travailler sept jours sur sept jusqu'à 77 ans. Y'a bon, y'a bon la croissance.»

Le chef de l'Etat a pour sa part dénoncé la «violence d'une minorité», dont «des militants PS». Le président-candidat, attendu dans la soirée à Bruxelles pour un sommet européen, a aussi évoqué des «comportements de voyous».

«Ici, nous sommes en France, sur le

territoire de la République française, et le président de la République ira partout sur le territoire», a-t-il ajouté. «Et si ça ne plaît pas à une minorité de voyous, ils devront s'y faire», a-t-il mis en garde.

Le PS pointé du doigt

Au milieu d'une foule de partisans criant «Nicolas! Nicolas!» et de nombreux opposants criant «Nicolas kampora!» («Nicolas dégage!», en langue basque), le chef de l'Etat s'était auparavant très difficilement frayé un passage dans les rues étroites du petit Bayonne jusqu'au bar du Palais, rue d'Espagne, sous une pluie de petits bulletins de vote de Batera, un collectif réclamant une collectivité territoriale pour le Pays basque.

Nicolas Sarkozy est entré en urgence dans le bar vers 16 heures, manifestement pour s'y réfugier. Des oeufs ont alors été jetés sur la vitrine. Une foule compacte s'est formée devant le bar et des CRS ont été appelés en renfort pour permettre à Nicolas Sarkozy de sortir de (...)

Liberation.fr

# YOUSSOU N'DOUR FERA SON RETOUR SUR SCENE SI WADE PERD AU SENEGAL

Le chanteur, musicien et homme d'affaires sénégalais Youssou N'Dour, ferme opposant au président sortant Abdoulaye Wade, a déclaré jeudi qu'il pourrait relancer sa carrière musicale à l'occasion d'un concert célébrant la victoire de Macky Sall, challenger de Wade.

Le lauréat des Grammy Awards, coauteur du tube "7 Seconds", est l'un des plus grands opposants à la candidature d'Abdoulaye Wade à la tête du pays, pour un troisième mandat consécutif. Youssou N'Dour avait annoncé en novembre qu'il arrêterait de chanter pour se concentrer sur la politique.

En annonçant jeudi son soutien à Macky Sall, arrivé en seconde position au premier tour de l'élection, Youssou N'Dour a précisé qu'il romprait son silence lors d'un concert le 4 avril, jour de l'indépendance du Sénégal, si Sall battait son opposant.

"Je pense que le moment est venu, ce moment est très important et essentiel; le 4 avril, nous pourrions chanter", a dit N'Dour lors d'une conférence de presse.

Sall a remercié le chanteur pour son soutien.

Selon des résultats officiels préliminaires annoncés mercredi soir, le président sortant Abdoulaye Wade a obtenu 34,8% des voix au premier tour de l'élection présidentielle tenue dimanche.

Il sera opposé au second tour à son ancien allié et ancien Premier ministre Macky Sall, qui arrive en deuxième position avec 26,6% des suffrages. Le second tour doit se tenir trois semaines après la confirmation des résultats par la plus haute instance juridique du pays.

Par Reuters

## Nigeria:

# LE FAR WEST DES «REPATS»

Avec la crise économique en Europe et aux Etats-Unis et les perspectives de croissance au Nigeria, les équilibres s'inversent peu à peu. Et, pour la diaspora installée de longue date à Londres, Paris ou New York, c'est le signe de nouvelles perspectives. Aujourd'hui, ils seraient des dizaines de milliers à reprendre la route du Nigeria pour y construire ou y reconstruire leur avenir. Ces «Repats» ont la tête remplie d'idées et l'envie de contribuer au mieux au développement de leur pays.

Fin de matinée dans un des soixante restaurant Chicken Republic. Tunde Ogunride, le directeur de la chaîne, fait sa tournée, salue le personnel et s'enquiert des ventes de la semaine. L'univers du fast-food, il connaît bien. Il y a travaillé pendant près de vingt ans en Angleterre. Depuis deux ans, c'est désormais à Lagos qu'il gère des équipes.

Ancien cadre chez Burger King, M.Ogunride est rentré «à la maison avec femme et enfants». «En regardant le marché nigérian, j'ai vu qu'il y avait une opportunité, une classe moyenne émergente», dit-il. «J'ai réalisé que les choses étaient en train de changer et j'ai voulu participer à ce développement. En Europe, tout a déjà été fait. Ici, tout démarre de presque rien, c'est très dynamique et enthousiasmant d'apporter sa pierre à l'édifice», assure-t-il. Est ce que c'est facile? «Non. Je pourrais passer mon temps à me plaindre, confortablement installé dans ma maison de Birmingham, sauf que ne rien faire ne changera jamais rien.»

Aucune statistique officielle n'existe, mais on estime qu'ils seraient plusieurs dizaines de milliers formés à l'étrangers et détenteurs parfois de la double nationalité, à revenir au Nigeria. Des «Repats» comme on les appelle ici. Le mouvement a commencé il y a environ cinq ans et ne cesse de s'amplifier.

Le Nigeria ne fait plus fuir

«Dans la génération de mes parents, les gens partaient uniquement pour faire leurs études et une fois terminés, ils revenaient travailler ici. Rester en Europe, aux Etats-Unis ou au Canada, n'était pas envisageable», explique l'économiste et consultant Opeyemi Agbaje. «Dans ma génération, c'est différent. De nombreuses personnes ont quitté le pays dans les années 80/90 ou même 2000 en pensant véritablement construire leur vie en Occident. Mais aujourd'hui, ils commencent à rentrer à la maison (...) Et le phénomène tend à être relativement massif.»

Le Nigeria ne fait plus fuir. Désormais, il attire sa diaspora. Le calcul est simple : depuis 1999, le pays a renoué avec la stabilité politique. La démocratie s'ancre peu à peu. Les économies des pays occidentaux tournent au ralenti alors que l'économie nigériane -la deuxième du continent africain- croît en moyenne de 7% par an avec de nombreux secteurs encore vierges.

Autant d'atouts qu'Ade Odutola n'a plus besoin de faire valoir. Fondateur du site de recrutement wazobiajobs.com, il parcourt le monde à la rencontre des potentiels revenants. «Il y a plus de candidats au retour que d'opportunités», prévient-il. «La crise économique mondiale a eu un impact (...) mais le marché reprend peu à peu et de nombreuses entreprises réembauchent.»

Explosion du commerce internet

Lagos, la capitale économique est incontestablement la première bénéficiaire de ce mouvement. A mesure que le gouvernement de l'Etat rénove et modernise la mégapole, les sièges des banques et des entreprises de télécommunications se remplissent de «repats». Toute une génération Blackberry, créative et audacieuse. Ces cadres ont vu du pays, se sont imprégnés d'autres influences et entendent bien les diffuser.

Le commerce internet explose. La mode Made in Naija est en plein boom. De plus en plus de bars se montent. Les soirées culturelles -théâtre, concerts, expositions- se développent. Les méthodes de management dans les groupes changent. Fait inédit jusque là, certains osent même l'activisme social et organisent des sit-in type «Occupy Wall-Street» pour protester contre des décisions politiques.

Reste qu'en dépit de cette effervescence, le retour au pays est une aventure difficile et aléatoire. «Un véritable défi», concèdent de nombreux revenants. Et pour cause : il y a peu de transports publics, une fourniture électrique quasi-inexistante, des routes en très mauvais état et un coup du logement exorbitant. Sans compter la corruption qui gangrène tous les niveaux de la société. «C'est bien connu, là ou il y a plein de problèmes, il y a des opportunités», ironise Michael Akindele, le fondateur et directeur du site Fusionmedia, «mais pour réussir il faut en vouloir et être prêt à de nombreuses concessions.»

Voilà qui justement, fait hésiter Liadi. Après trois aller-retour Londres-Lagos en deux ans, ce fils de bonne-famille ne sait toujours pas trop où s'installer. Entre le confort d'une «vie ou tout fonctionne, mais un peu triste» et une «jungle urbaine dynamique», difficile de choisir. «Je ne suis pas



certain d'être prêt à affronter tout les tracas quotidiens», concède ce quarantenaire dans un français presque parfait. «Rien que la recherche d'un logement est un casse-tête!», s'exclame-t-il.

«Le retour à la maison s'accompagne de tout un questionnement»

Autant de problèmes logistiques auxquels vient s'ajouter un certain décalage de perception. «On se demande quelle partie de moi-même est acceptable? Jusqu'à quel point les influences extérieures dictent mes actes? Beaucoup de personnes font face à cette bataille intérieure», explique Bobo Omotayo, jeune écrivain revenu un peu par hasard en 2004.

Une dualité dont il est question dans Lagos Life-Lagos Living, son premier ouvrage paru en novembre 2011. Entre les lignes de ce recueil de chroniques caustiques, se raconte une double culture, impossible à renier. «C'est mon histoire mais c'est aussi l'histoire de n'importe quel repats. Que vous ayez été à l'école à Londres, Paris ou Washington, à partir du moment où vous avez vécu à l'étranger plus de deux ans, le retour à la maison s'accompagne de tout un questionnement», dit-il.

Uzoma Ukeagu, jeune consultante de retour après plus de quinze années passées aux Etats-Unis ne dit pas le contraire. «J'ai plein d'amis qui ne cessent de me demander s'il n'y a pas du travail pour eux ici», révèle-t-elle. «Je leur dit souvent, réfléchissez y a deux fois, il y a des opportunités, mais il ne faut pas se bercer d'illusions. Ce n'est pas parce que vous avez des diplômes que tout sera facile. Ce n'est pas le Nigeria des années soixante. C'est plutôt le Far West, il faut venir avec une mentalité de cow-boy. Rien n'est donné, il faut se battre contre soi-même et les autres.»

D'autant que si le secteur privé est aujourd'hui à même d'offrir des salaires dignes des standards internationaux, ce n'est pas le cas du public. Les médecins et autres employés du secteur de la santé, eux, ne reviennent pas. Ils continuent à quitter le pays. Selon la revue scientifique médicale britannique The Lancet, on compterait à peine 20 praticiens pour 100 000 personnes dans l'Etat de Lagos, contre 200 en Angleterre.

Julie Vandal / RFI

**Gagnez Spécial Jeu**

**Des Portables Des télévisions Des clés USB Des lecteurs DVD**

**Direct Factory**



R Fait 20 GAGNANTS chaque mois

**Facile à Jouer**  
Découpez ce coupon et déposez le à l'adresse ci-dessous indiquée: DIRECT FACTORY (A vous de retrouver)

**Direct Factory**

Nom et Prénoms.....  
Ville de résidence.....  
Numéro de Tél:.....



# COMMUNIQUEZ-LUI VOTRE AMOUR

Jusqu'au **16 mars 2012**, faites le premier pas  
en lui offrant un pack pour la *Saint Valentin*

le fixe sans fil  
**illico**

Choisissez  
votre pack



**Pack illico Cam Single**  
1 téléphone + 1 carte SIM  
+ 1 000 F de crédit  
**30 000 F CFA**



**Pack illico Cam Double**  
2 téléphones + 2 cartes SIM  
+ 1 000 F de crédit sur chaque SIM  
**55 000 F CFA**



**Pack illico Basic Single**  
1 téléphone + 1 carte SIM  
+ 1 000 F de crédit  
**30 000 F CFA**



**Pack illico Basic Double**  
2 téléphones + 2 cartes SIM  
+ 1 000 F de crédit sur chaque SIM  
**55 000 F CFA**



**Pack illico Cabine**  
1 téléphone + 1 carte SIM  
+ 500 F de crédit  
+ renvoi d'impulsion  
**32 000 F CFA**



**Pack HELIM Nomade**  
1 modem USB + 1 carte SIM  
+ Frais d'accès Internet  
**24 995 F CFA**

Internet  
Où je veux, quand je veux !

L'INTERNET HAUT DÉBIT NOMADE  
**HELIM**  
nomade



Pour en savoir plus, rendez-vous dans nos Espaces Telecom.

et bien plus encore...

Service client : 112  
Dérangement : 119

#### ESPACES TELECOM À LOMÉ

Ex Direction Générale  
Avenue Nicolas GRUNTZKY,  
ancien siège  
Tél : (228) 22 21 47 14

Espace HELIM  
Ancien immeuble S3G  
Tél : (228) 22 20 32 06

Espace Telecom AGOE NYIVE  
Juste après la Brasserie BB  
Tél : (228) 22 50 82 01

Espace Telecom ADIDOGOME  
Face Église d'Adidogomé  
Tél : (228) 22 50 83 01

Espace Telecom ADOBOU-KOME  
Face mosquée de l'ex Zongo  
Tél : (228) 22 23 16 67

Espace Telecom ANANI SANTOS  
Carrefour Fréau Jardin  
Tél : (228) 22 23 16 91

Espace Telecom ASSIVITO  
Espace HELIM, ancien immeuble S3G  
Tél : (228) 22 20 74 00

Espace Telecom PORT  
Près du Rond-Point du PAL  
Tél : (228) 22 27 46 03

#### ESPACES TELECOM À L'INTÉRIEUR

Espace Telecom TSEVIE  
Près du grand marché de NDANYI  
Tél : (228) 23 30 00 01

Espace Telecom ANEHO  
Dans le bâtiment de l'UTB  
Tél : (228) 23 31 07 24

Espace Telecom KPALIME  
Près de la Préfecture  
Tél : (228) 24 41 00 50

Espace Telecom ATAKPAME  
Face à la station TOTAL  
Tél : (228) 24 40 02 39

Espace Telecom SOKODE  
Face au marché - Après CNSS  
Tél : (228) 25 50 01 21

Espace Telecom KARA  
Près du stade Municipal  
Tél : (228) 26 60 00 60

Espace Telecom DAPAONG  
Face au commissariat  
Tél : (228) 27 70 83 00

**TOGO TELECOM, La Référence**

[www.togotelecom.tg](http://www.togotelecom.tg)